

# Observations sur la répression des inégalités de salaires "genrées"

Posté le : 8 mars 2018 11:51 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Les débats sur l'égalité sont toujours passionnels ; ceux sur l'égalité hommes femmes encore plus. Les droits formels s'appliquent à tous et toutes sans exceptions. Les réalités concrètes dépendent moins de la loi que de bien d'autres considérations. Les hommes ne sont pas des femmes et réciproquement. Le chemin de vie des uns n'est pas ceux des autres. Leur contribution à la survie biologique de l'espèce est radicalement différente. Leur statut dans la société n'a jamais été identique. Est-ce que l'histoire et l'économie ont des éléments à nous apporter pour sortir des simplismes habituels ?

Les femmes ont toujours travaillé et beaucoup. Mais leur sphère de travail était en dehors des circuits marchands. Le mariage était leur vocation et dans ce cadre elle sortait de la production marchande comptabilisée dans le PIB. Le célibat n'était pas bien vu et les hommes célibataires considérés comme d'affreux égoïstes et était l'objet d'une répression sociale douce mais ferme. En fait la situation n'était pas exactement conforme à cette image d'Épinal. Dans les faits entre la sortie de l'école communale jusqu'au mariage, la majorité des femmes travaillait. À la campagne, on travaillait tout le temps. Dans le petit commerce la femme travaillait presque toujours. Les Catherinettes qui ne trouvaient pas mari à 25 ans, travaillaient également, comme toutes celles qui avaient choisi un métier artistique. Elles pouvaient se retrouver dans des organismes à caractère religieux si leur situation était sans issu. Ne parlons pas de celles qui « s'en sortaient » de façon plus triviale.

Ce faisant les salaires féminins et masculins n'avaient strictement aucun rapport. Dans un très grand nombre de cas le revenu des femmes était un revenu de redistribution et non un salaire, en très grande majorité, même dans les ménages ouvriers.

La société faisait devoir aux hommes de travailler et d'épouser, et de nourrir la famille. Les entreprises familiales (agriculture, commerce, artisanat, petits métiers des villes) occupaient encore, dans les années quarante, plus de trois familles sur quatre. Ne parlons pas de la bourgeoisie aisée où l'on considérait que le travail des femmes était absurde, comme d'ailleurs leur besoin de faire des études supérieures, attitudes qui n'ont pas toutes disparu.

Trois phénomènes vont littéralement disloquer ce système millénaire.

Le premier est l'exode rural. Il commence en France sur une base massive avec l'arrivée du tracteur et des engrais qui changent la productivité dans l'économie rurale et de la mobyette... Cette dernière permet d'aller loin du village jusqu'au bourg et même à la ville. Les adolescentes rêvent de quitter la campagne et le font. En France cette révolution se fait au milieu des années cinquante, juste après la myxomatose. Comme le disait le Père Lucas, Raoul pour les intimes, à Bazainville en 1957 : « Pourquoi voulez-vous que cela marche si les lapins et les poulettes ont disparu ? C'est la mort programmée des villages ». Il avait vu juste.

Du coup un exode de femmes se met en place qui commence dans la France hercynienne, la moins productive du fait de sols ingrats (Vosges, Bretagne, Massif Central) qui conduira à un emploi massif de gens de maison dans les villes et, malheureusement, au développement d'une prostitution

« régionale » autour des gares. Se constitue dans les villes et les banlieues une réserve féminine de travail qui est très mal vue des mouvements ouvriers et des syndicats, parce qu'elle « pèse sur les salaires ». Toutes les arrivées de migrants sont mal vues par les personnes en place. De plus les hommes regimbent car on leur fait devoir d'épouser et d'assurer la matérielle du ménage. Comment maintenir ces devoirs si la femme leur fait concurrence au travail ?

Le second phénomène est la guerre de 14-18 et la disparition ou la mutilation de trois classes d'âge masculines. Cela veut dire que trois classes d'âge féminines ne vont pas trouver « chaussure à leur pied ». Le mécanisme familial traditionnel ne fonctionne plus. Dans les faits ce sont près d'un million de personnes qui sont concernées. On sait que l'industrie de guerre a beaucoup fait appel aux jeunes femmes. Un problème de reconversion considérable se fait jour, et peu après la crise de 1929 frappe. En même temps les métiers tertiaires se développent à toute vitesse dans l'entre-deux-guerres et offrent des débouchés réels, d'autant que beaucoup de métiers nouveaux sont quasiment réservés aux femmes.

Donnons un exemple : le développement du grand commerce (Monoprix et Prisunic entre les deux guerres) voit se créer d'énormes services centraux. Le transport et le stockage sont réservés aux hommes pour des raisons qu'on peut considérer comme évidentes. Le travail administratif qualifié et non qualifié aux femmes. Les services sont dirigés par des mesdemoiselles. De plus en plus âgées. Elles sont assistées par des « secondes » et tout le personnel est féminin et très jeune. La très grande majorité quitte avant 25 ans, au mariage. Ce ne sont pas de petits services. La comptabilité fournisseurs, marchandises et générale des grands magasins et magasins populaires occupent près de 10 000 femmes à Paris en 1970. Les vendeuses dans les magasins forment des légions encore plus importantes. Toutes les grandes villes connaissent le même phénomène. Les caissières de supermarchés sont toutes des femmes, jusque très récemment.

Ces cohortes féminines ont permis le développement de ces secteurs commerciaux. La comparaison avec les salaires masculins n'a strictement aucun sens, puisqu'il n'y a pas d'homme dans ces métiers. Les salaires sont relativement faibles en valeur absolue par rapport aux hommes pour une raison simple : l'équilibre du marché. Il y a plus de demandes de travail que d'offres du côté des femmes et c'est l'inverse du côté des hommes. Les faibles salaires permettent un emploi féminin de masse et le développement d'activités qui sinon auraient été bridées. Les syndicats veillent à ce que les métiers soient bien séparés. Pas question de femmes à la SNCF dans l'effectif de « roulants ». D'ailleurs peu de femmes le souhaitent. Pas question de femmes non plus dans les métiers du bâtiment. Là encore, peu le souhaitent.

Ce phénomène durera longtemps, même dans les métiers nouveaux. En informatique les femmes investissent la perfo-vérif et la codification, les hommes la salle informatique et la manipulation des bacs à cartes perforées, avec un travail de nuit peu souhaité par les femmes. Encore en 1980, la vérification des radios chez Kodak, qui se fait « au noir » était un monopole féminin. Pas question de mélanger hommes et femmes dans le noir !

Même dans les métiers où la confrontation directe des hommes et des femmes est possible, les écarts de salaires perdurent parce que la disponibilité aussi bien quotidienne que de carrière n'est pas la même et qu'il y a plus de femmes pour postuler que d'hommes. Ce sera le cas notamment pour les analystes-programmeurs pendant très longtemps. En revanche dans les métiers de démarchages commerciaux, les femmes ont souvent des commissions supérieures aux hommes du fait d'une séduction supérieure de clients en général masculin et âgé. La vente de matériels de bureau, de matériels médicaux et d'encarts de publicité est largement conquise par les femmes, qui sont majoritaires et gagnent plus que les hommes.

Parler d'égalité homme femme n'a strictement aucun sens dans toutes ces évolutions. En fait ce sont les lois du marché qui règnent. On a voulu « marchandiser » le travail des femmes. Les choses

s'ajustent. Les hommes et les femmes sont, en fait, rarement en concurrence. Ni les uns ni les autres ne le souhaitent.

La dernière évolution majeure est la mesure de Giscard qui détruit le mariage en autorisant le divorce à tout va. Cela brise totalement le système de protection de la famille. Les femmes peuvent se retrouver du jour au lendemain sans rien. Les hommes craignent que leur femme cède aux tentations qu'offre une vie loin de la maison. Les femmes qui ont choisi de « rester à la maison » s'ennuient, sont isolées et passent pour des gourdes. Elles se mettent à chercher du boulot. Leurs filles se lancent dans les études et les métiers dont beaucoup se féminisent à toute vitesse. Le droit, l'éducation, la médecine deviennent des secteurs à dominante féminine. Les Urssaf et autres administrations sociales sont des fiefs féminins. Du coup les hommes ne recherchent plus les métiers « gâchés », à leurs yeux, par l'arrivée massive d'une concurrence qu'il juge anormale. Mais puisqu'on ne demande plus aux hommes de se marier et de protéger le gynécée ! La recherche de postes stables dans l'administration est l'exercice de base de beaucoup de jeunes femmes dans les provinces comme à Paris. L'État est d'accord car c'est moins cher... La féminisation accompagne la prolétarianisation des métiers d'enseignants.

Au carrefour de ces trois évolutions, dans un contexte de baisse de la croissance et de crises, il était inévitable que les différences de salaires soient importantes. Aujourd'hui s'ajoute la question de l'immigration. La question des différences de rémunération et de statut entre homme et femme se complique d'une question ethnique. Les stratégies d'emplois qui étaient différentes entre hommes et femmes se teignent de choix de vie où l'origine du collègue prend une place sérieuse.

L'Europe s'y met. Le travail détaché en Europe est de plus très majoritairement masculin. Les Chantiers de l'Atlantique emploient de masses d'étrangers masculins et relativement peu de femmes. L'immigration africaine est majoritairement masculine et les femmes africaines se placent dans des métiers de service à la personne où les hommes ne sont pas. Les métiers de sécurité absorbent une part importante des hommes noirs et là, pas de femmes.

Vouloir, au milieu de toutes ces tendances forcer les entreprises à prouver qu'elles pratiquent l'égalité des salaires est une simple concession démagogique et politicienne à des mouvements militants et n'a de sens que pour les métiers « normés » où l'interchangeabilité des hommes et des femmes, aussi bien à court terme qu'à moyen terme est possible. Les hommes infirmiers ont le même salaire que les femmes, mais les brancardiers sont des hommes ! Les enseignantes et les enseignants ont le même salaire, mais il n'y a plus d'hommes et les femmes laissées seules devant les jeunes, disons, turbulents de l'immigration exigent « des hommes, des hommes ». Au mieux cette politique répressive se retournera contre les femmes comme d'habitude, parce qu'on alignera sur les salaires les plus bas, là où l'offre nouvelle de bras est la plus grande.

L'activité économique préfère que les femmes travaillent : deux revenus font plus de clientèles et deux fois plus de travailleurs pèsent sur les coûts. C'est gagnant-gagnant. Mais les hommes et les femmes ont des stratégies économiques différentes. Les carrières ne s'insinuent pas dans les mêmes lieux et ne suivent pas les mêmes motivations, même si l'Unisexisme s'est largement répandu. On peut le voir avec l'exemple de l'emploi homosexuel qui s'est largement spécialisé dans l'antiquité et l'art, les médias et la politique. Les minorités ont toujours des stratégies spéciales.

Il y aura donc toujours des différences de salaires et de rémunérations « genrées ». Mais différences ne veut pas dire inégalités. La violence bureaucratique ne peut que compliquer les évolutions en créant des frustrations qui auront, elles aussi, des conséquences. On retrouve les mêmes mécanismes que dans la politique de mixité sociale forcée.